

**Workshop**

**Les médinas à l'époque contemporaine (XX-XXI<sup>e</sup> siècles) :  
oscillations entre patrimonialisation et marginalisation ?**

Tours, 20-21 mai 2015

Appel à communication

Charlotte Jelidi

Source de débats, parfois âpres, une patrimonialisation est rarement le fruit d'un consensus, mais au contraire, « le produit de négociations, d'arbitrages, d'enjeux de pouvoirs et, inévitablement de conflits [...] »[1], à plus forte raison lorsqu'elle concerne des ensembles urbains anciens, ces espaces « vivants » polarisant un grand nombre d'enjeux, notamment économiques (liés notamment au foncier et au tourisme), sociaux et symboliques. Aussi, non seulement, la patrimonialisation d'un centre urbain ancien est-elle rarement un processus linéaire, mais, encore, elle n'est pas forcément gravée dans le marbre, et cela même lorsqu'elle a une assise juridique.

Aujourd'hui, certes quelques-unes des médinas marocaines, algériennes et tunisiennes sont inscrites sur les listes nationales du patrimoine et sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO[2]. Pour autant, leur patrimonialisation entamée dès le début du XX<sup>e</sup> siècle[3], a été émaillée de nombreux rétropédalages, et leur protection reste parfois aléatoire, en dépit du cadre législatif sensé l'assurer. Autrement dit, depuis leur relégation par la révolution industrielle, couplée au Maghreb à la colonisation qui accélère l'expansion urbaine hors de leurs murs, jusqu'à leur inscription sur la liste du patrimoine mondial, les principaux centres urbains anciens ont vu se succéder des phases de marginalisation et de démarginalisation symboliques, chaque étape étant nourrie (et nourrissant) des effets sociaux non négligeables : marginalisation des habitants des espaces stigmatisés ou exclusion des plus pauvres dans les quartiers qui ont été requalifiés.

De nombreux chercheurs se sont intéressés au sort des médinas au cours des soixante dernières années, mettant en évidence les différentes phases de marginalisation et de démarginalisation. Certains se sont focalisés sur le regard porté par les autorités sur ces centres urbains anciens évoquant leur relégation officielle au début de la période coloniale, leur place dans la prise de conscience patrimoniale au début du XX<sup>e</sup> siècle, leur mutation à l'heure de la construction des États-nations, leur patrimonialisation en cours, etc. D'autres se sont intéressés à la manière dont les populations locales investissent, ou pas, les centres anciens, évoquant la médina de Fès qui, après avoir été délaissée par la bourgeoisie marocaine au temps du Protectorat, est de nouveau l'objet de son attention depuis quelques années, ou encore la Casbah d'Alger, qui, après avoir été un espace de résistance pendant la colonisation, devient le lieu d'affirmation de la citoyenneté après l'indépendance, etc. Les premiers travaux initiés au moment des décolonisations par des sociologues, des géographes et quelques historiens –René Lespès[4], Jacques Berque[5], Jean Pelletier[6], André Nouschi[7], Adam[8], Sebag[9], etc. - mettent en évidence les problèmes d'urbanisme induits par la colonisation, en particulier la paupérisation des villes anciennes. Puis, au cours des décennies 1970, et 1980, une seconde génération de géographes, et de sociologues, a mené des études urbaines et sociales sur les villes du Maghreb, mettant en évidence la crise traversée par les villes anciennes qui, depuis la période coloniale, ont été touchées par des phénomènes de taudification[10], soukalisation[11], oukalisation,

ruralisation[12], goubivillisation[13], bazarisation, ou encore la sous-intégration, renforcés, sinon produits, par un exode rural massif, conjugué à un rejet des élites. Les médinas sont alors encore mal considérées par les pouvoirs publics car en plus d'être des espaces où règne la pauvreté, des espaces surpeuplés au bâti détérioré, où les conditions de vie sont mauvaises, elles ne sont pas en adéquation avec les projets de modernisation que portent les pays méditerranéens en gestation, et, par ailleurs, elles constituent un « héritage [...] embarrassant au niveau de l'aménagement »[14], tant et si bien qu'il n'est pas rare que des projets de démolitions y soient envisagés, voire effectués.

La toute fin des années 1990 est marquée par un tournant : avec la multiplication, dans le sillage des labellisations UNESCO, de travaux portant sur les patrimonialisations, en cours, et notamment sur le rôle des acteurs institutionnels en charge de la requalification des médinas (associations[15], états, bailleurs de fonds internationaux[16]), et sur la manière dont les populations composent avec ses acteurs. D'autres soulignent le hiatus entre discours officiels mettant en valeur les espaces urbains anciens et la réalité des terrains : à Alger, par exemple, non seulement la Casbah patrimonialisée reste un espace marginal sur le plan social[17], mais en plus les destructions se poursuivent en toute impunité. D'autres travaux récents de géographes et de sociologues, nourris d'études anglo-saxonnes, notamment des recherches menées par Ruth Glass[18], mettent par ailleurs en évidence les processus de gentrification (et les phénomènes d'exclusion des couches sociales défavorisées qu'ils induisent parfois) qui se développent depuis une vingtaine d'années au Maghreb (c'est vrai au moins pour le Maroc et la Tunisie) en marge des programmes de mise en valeur des centres urbains anciens qui se multiplient, notamment dans la foulée de l'inflation des labellisations UNESCO : certains quartiers anciens qui avaient été quittés en masse par la bourgeoisie aux cours des XIX et XXe siècles, et sont aujourd'hui le théâtre d'un « retour au centre-ville » [19]. Artistes, hommes d'affaires, mais aussi touristes (pour le Maroc et la Tunisie), les réinvestissent et contribuent, par leur présence, à modifier l'image des quartiers dans lesquels ils résident, mais peuvent induire aussi un certain nombre d'effets pervers, notamment la marginalisation d'une partie de la population qui, parce qu'elle est pauvre, n'a plus accès au marché immobilier des médinas requalifiées.

Bien entendu, les travaux présentés rapidement ici mettent en lumière des réalités contrastées, mais tous qualifient la place de la médina dans l'agglomération. Tantôt ville, tantôt simple quartier, tantôt marge centrale, tantôt patrimoine, le statut de la médina n'a cessé d'évoluer à l'époque contemporaine. Mais si les recherches sur les processus en cours se sont multipliées au cours des décennies qui viennent de s'écouler, plus rares sont les travaux qui analysent ces oscillations sur un temps long[20].

L'objectif du workshop intitulé *Les médinas à l'époque contemporaine (XX-XXI<sup>e</sup> siècles) : oscillations entre patrimonialisation et marginalisation ?*, organisé dans le cadre du programme ANR Marges, est justement de considérer les processus dans leur profondeur historique, sur **un temps long**. Le workshop ambitionne de favoriser la transdisciplinarité mais avec une **perspective diachronique forte**, l'un des enjeux de la rencontre étant d'interroger les liens que les différentes réalités observables aujourd'hui entretiennent avec le passé. L'enracinement de la conscience patrimoniale - au XXe siècle, la volonté de protéger les médinas n'était pas la même partout : « trop timide » en Algérie[21] ; forte au Maroc, hésitante en Tunisie - a-t-elle une influence sur les décisions prises aujourd'hui ? Pour tenter d'apporter une réponse à cette

question, nous proposons trois pistes de réflexions, les contributions pouvant suivre plusieurs d'entre elles.

### **1. 1. La mise en patrimoine : quelle démarginalisation ?**

Suivant les pas de Nora Semmoud qui se demandait dans l'un de ses articles si « valorisation patrimoniale et changement social » est un pléonasm[e][22], nous souhaitons interroger les effets des mises en patrimoine successives des médinas sur la population qui l'habite. La marginalisation sociale est-elle un corollaire de la patrimonialisation ? La mise en valeur actuelles des médinas est parfois source de mise à l'écart d'une partie de ses habitants. Mais est-ce vrai en tout temps et en tout lieu ? Quelles ont été les incidences sociales des premières patrimonialisations au début du XXe siècle ? Aujourd'hui, les changements sociaux sont-ils les mêmes dans les médinas « touristifiées » que dans celles qui ne le sont pas ? Le type de restaurations engagées par les pouvoirs publics (vaste programme étatique ou projets ponctuels) portent-ils les mêmes effets ?

### **1. 2. Quels discours pour quelles images ?**

Nous invitons aussi les contributeurs à s'intéresser aux discours portés sur les médinas depuis la fin du XIXe siècle. Ces discours sont pluriels, constamment refaçonnés, au gré des enjeux politiques, économiques et sociaux auxquels sont confrontés les locuteurs et des valeurs (historiques, artistiques, culturelles, identitaires, symboliques, etc.) rattachées ou non aux villes anciennes. Nous proposons d'interroger aussi bien les discours officiels que ceux des populations (habitants ou non), discours qui n'ont cessé de fluctuer depuis le début du XXe siècle, les médinas étant tantôt négativées (et donc marginalisées sur le plan symbolique –mais pas seulement), tantôt louées, ou les deux à la fois par acteurs différents.

Nous proposons aux contributeurs de s'intéresser aux discours qui marginalisent et à leur « réception » par les habitants des médinas. Nous proposons également d'étudier la manière dont s'opère, par les discours, la démarginalisation, progressive, des lieux. Les médinas sont alors nommées différemment au début et à la fin de ce processus ? Quels sont les épithètes qui leurs sont accolées ? Lorsqu'un espace urbain ancien auparavant stigmatisé est patrimonialisé puis à nouveau marginalisé, est-ce le même vocabulaire qui est mobilisé pour marginaliser ? Est-ce que ce sont les mêmes arguments qui sont mis en avant pour discréditer l'espace et son contenu ? Et comment les populations marginalisées (spatialement et/ou socialement) réagissent-elle à la stigmatisation dont elles font l'objet ?

### **1. 3. Marginalisation et démarginalisation des centres urbains anciens aux prismes des pratiques habitantes ?**

Nous souhaitons également que les contributeurs s'interrogent, au-delà des discours et des représentations, sur la manière dont les pratiques habitantes influencent, ou pas, les processus de marginalisation et de démarginalisation des centres urbains anciens au Maghreb. Quelles sont les stratégies déployées par les différents types de populations qui se sont succédé dans les

médinas (propriétaires ou locataires, colons ou colonisés, Européens ou Maghrébins, etc.) pour encourager, accompagner, voire parfois amorcer, ou au contraire freiner, le processus de démarginalisation des médinas ? Jouent-ils aussi un rôle dans les processus de marginalisation ? Quels sont leurs objectifs ? Quelles sont leurs revendications ? Quelle est leur marge de manœuvre ? Comment le rôle des différentes catégories de population évolue-il au fil de l'histoire ? Et comment leurs actions s'articulent-elles avec les politiques officielles ?

#### 1. 4. Projets patrimoniaux et projets urbains : les mêmes confrontations aux XX-XXIe siècles ?

Indépendamment de la longue oscillation des valeurs attribuées aux tissus urbains anciens, tantôt jugés dignes, tantôt indignes d'être conservés, une constante peut être observée : la persistance de l'idée d'inadéquation des médinas avec leur temps, avec les modes de vie nouveaux que l'industrialisation a introduits. La difficulté de pénétration automobile de la médina, sinon son inaccessibilité, n'est pas sans poser de problème, et n'a cessé de faire réfléchir les aménageurs, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Nous proposons aux contributeurs de s'interroger sur la permanence, parfois paradoxale, de projets urbains, qui, même s'ils ne sont pas toujours réalisés *in fine*, sont régulièrement remis sur la table des décideurs, indépendamment de la couleur politique de ces derniers, des époques et des contextes économiques : nous pensons par exemple aux percées des tissus urbains, mais aussi à la destruction programmée de portions de remparts, à l'agrandissement de portes existantes, à la construction de nouvelles entrées, etc. Et surtout comment s'articulent (différemment aux fils des ans ?) deux tentatives de démarginalisation : par la patrimonialisation, et par l'intégration au reste de la ville ?

Nous invitons les personnes désirant présenter une communication à s'interroger sur ces questions, à travers une ou plusieurs études de cas.

---

[1] Gravari-Barbas Maria et Veschambre Vincent, « Patrimoine : derrière l'idée de consensus, les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », dans Melé Patrice, Corinne Larrue, Muriel Rosemberg (dir.), *Conflits et territoires*, Presses universitaires François Rabelais, 2004, Tours, pp. 67-82. <https://books.openedition.org/pufr/1831?lang=fr>, consulté le 23 avril 2014.

[2] Alger (1992) ; Tunis (1979), Kairouan (1988), Sousse (1988) ; Fès (1981), Marrakech (1985), Meknès (1996), Tétouan (1997), Essaouira (2001), Rabat (1992), etc.

[3] Les centres historiques des villes du pourtour de la Méditerranée ont été l'objet de protections, officielles, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Successivement, des villes, ou des quartiers, ont été élus au rang de patrimoine et à ce titre ont été protégés par de nouvelles législations, dès 1912 au Maroc, et dès 1915 en Tunisie par ex.

[4] René Lespès, *Alger, étude de géographie et d'histoire urbaines*, Paris, Collection du Centenaire de l'Algérie, 1930 ; René Lespès, *Oran, étude de géographie et d'histoire urbaines*, Paris, F. Alcan, 1930.



- [5] Berque Jacques, « Médinas, ville neuves et bidonvilles », *Les cahiers de Tunisie*, n° 21-22, 1958, pp. 5-42.
- [6] Pelletier Jean, *Alger, 1955, Essai d'une géographie sociale*, Paris, Les Belles Lettres, 1959.
- [7] Nouschi André, « Croissance des villes nord-africaines : Tunis vue par un sociologue », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 17<sup>e</sup> année, n° 2, 1962, pp. 362-367.
- [8] Adam André, « La prolétarianisation de l'habitat de l'ancienne médina de Casablanca », *Bulletin économique et social du Maroc*, vol. 13, n° 46, 1950, pp. 44-50.
- [9] Sebag Paul, *La Tunisie, Essai de monographie*, Paris, Éditions sociales, 1951.
- [10] Abdelkafi, « La médina de Tunis, l'espace historique face au processus d'urbanisation de la capitale, dans URBAMA, *Op. cit.* pp. 201-218.
- [11] Gdoura Mahmoud, « La médina de Sfax : la primauté de la fonction économique », dans URBAMA, *Présent et avenir des médinas (de Marrakech à Alep)*, Fascicule de recherches, n°10-11, Tours, 1982, pp. 47-56.
- [12] Miossec Jean-Marie, « Urbanisation des campagnes et rurbanisation des villes en Tunisie », *Annales de géographie*, Vol. 94, n°521, 1985, pp. 38-62.
- [13] Abdelkafi Jellal, « La gourbification de la médina de Tunis, terme de la dégradation de la trame traditionnelle », Séminaire UNICEF 1969, Association de sauvegarde de la médina, Tunis 1969 (ronéo) ; Eckert E. H., *La médina de Tunis, faubourg ou gourbiville*, Association de sauvegarde de la médina, Tunis, 1970, ronéo. ; Eckert E. H., Abdelkafi Jellal, « L'espace traditionnel de la ville de Tunis. La médina et ses deux R'bat : faubourg ou gourbivilles ? », dans *Actes du colloque sur les influences occidentales dans les villes maghrébines à l'époque contemporaine*, Ed. de l'Université d'Aix-en-Provence, Aix-en-Provence, 1977, pp. 211-235.
- [14] Bisson Jean, Jean-François Troin, « Présentation », dans URBAMA, *Présent et avenir des médinas*, Fascicule de recherches, n°10-11, Tours, 1982, p. 2.
- [15] Sur l'Association de sauvegarde de la médina de Tunis voir, notamment : Sethom Hafedh, « L'insertion des immigrants ruraux dans le tissu urbain du grand Tunis », dans Gallissot René, Moulin Brigitte (dir.), *Les quartiers de la ségrégation. Tiers-monde ou quart-monde ?*, Karthala et Institut Maghreb-Europe ; Paris, 1995, pp. 131-149 ; Chabbi Morched, « Rôle et fonctions des urbanistes dans la fabrication des villes du Sud : le cas de Tunis (1962-2009) », dans Zaki Lamia, *L'action urbaine au Maghreb. Enjeux professionnels et politiques*, Karthala/IRMC, Paris/Tunis, pp. 31-47. Sur l'Ader-Fès : Lanchet Walter, *La ville entre concepteurs et usagers. Problématique de la sauvegarde appliquée au cas de la médina de Fès*, Thèse de géographie urbaine, soutenue sous la direction de Pierre Signoles, URBAMA, Université de Tours, 2003.
- [16] Lanchet Walter, « Des paroles et des actes. La banque mondiale à Fès (Maroc). Les limites du pragmatisme », dans Deboulket Agnès, Jolé Micèle (dir
- [17] Dris Nassima, « Habiter le patrimoine : monde en marge et identité urbaine. La Casbah d'Alger ou le refuge des exclus », Gravari-Barbas Maria, *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, pp. 93-104 ; Dris Nassima, *La ville mouvementée. Espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 2001.
- [18] Notamment Ruth Glass, *Introduction in London : Aspects of Change*, Londres, Center for Urban Studies, 1963.
- [19] Entre autres : Coslado Elsa, Justin MacGuinness, Catherine Miller (dir.), *Médina immuables ? Gentrification et changement dans les villes historiques marocaines, 1996-2000*, Centre Jacques Berques, Rabat, 2013 ; Anne-Claire Kurzac-Souali, *Les médinas marocaines : une requalification sélective. Elites, patrimoine et mondialisation au Maroc*, Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Guy Chemla, Université Paris IV-Sorbonne, 2006. Nous

renvoyons également à Mohamed Trabelsi, *La médina de Tunis. Tourisme, patrimoine, gentrification*, mémoire de Master 2 recherche, sous la direction de Maria Gravari-Barbas, Université Paris1, 2012.

[20] En Tunisie, Jellal Abdelkafi a consacré une imposante thèse à la *médina* de Tunis retraçant les transformations de ses formes, de ses fonctions et de la société qui l'habite. Abdelkafi Jellal, 1986, *La médina, espace historique de Tunis : enjeu culturel et politique de l'organisation spatiale*, thèse d'État en aménagement et urbanisme, sous la direction de Claude Chaline, Paris, Université Paris 12.

[21] Picard Aleth, « Architecture et urbanisme en Algérie. D'une rive à l'autre (1830-1962) », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°73-74, 1994, pp. 121-136. Nous renvoyons également aux travaux de Nabila Oulebsir.

[22] Semmoud Nora, « Valorisation patrimoniale et changement social : un pléonasme », dans Gravari-Barbas Maria, *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, pp. 165-280.